

Les crédits

L'une des recommandations concernant l'homologation des pesticides a trait à la surveillance des prix. On a accéléré les choses dans ce domaine afin de s'assurer que les producteurs ne soient pas désavantagés par rapport à leurs homologues américains.

Le gouvernement veut aussi mettre davantage l'accent sur les programmes de recherche visant à réduire les coûts de production. La TPS réduit déjà ces coûts, comme les agriculteurs vont s'en rendre compte lorsqu'ils feront leurs achats pour les semences du printemps.

Le troisième volet de cette stratégie de sécurité a trait aux problèmes de revenu que ne suffiront pas à régler une gestion efficace ni des programmes comme le régime universel ou le compte de stabilisation du revenu net. Un comité national du filet de sécurité en matière horticole traite de questions qui intéressent les trois lignes de défense. Il examine des moyens de rehausser la stabilité du revenu à long terme et présentera ses recommandations aux ministres fédéral et provinciaux lors de leur conférence annuelle, qui aura lieu en Alberta, en juillet prochain.

Le gouvernement fédéral collabore étroitement aussi avec le gouvernement de la Colombie-Britannique, l'Okanagan Tree Fruit Authority et la B.C. Fruit Growers' Association à la recherche de moyens de revivifier les cultures fruitières.

Nous nous proposons aussi de collaborer étroitement avec le gouvernement ontarien et les producteurs de fruits délicats de l'Ontario pour trouver des solutions à long terme à certains des problèmes qui assaillent ce secteur.

Bref, le gouvernement s'intéresse manifestement au bien-être du secteur horticole du Canada. Nous prenons les mesures qui s'imposent pour qu'il soit prospère et se porte bien à court comme à long terme. En collaborant avec le secteur privé, nous prenons les mesures qu'il faut pour construire un secteur horticole qui soit florissant tout au long de la présente décennie et du XXI^e siècle.

M. Len Taylor (The Battlefords—Meadow Lake): Monsieur le Président, j'ai écouté le député d'en face avec beaucoup d'intérêt. Je lui reconnais un intérêt personnel pour le secteur horticole. Je l'en félicite, car il s'agit d'un élément important de l'industrie agricole.

La motion à l'étude aujourd'hui vise principalement à demander au gouvernement de fournir l'aide financière voulue avant les semences du printemps. Dans son budget

de février, le ministre des Finances a justement proposé, entre autres choses, qu'on verse 1,3 milliard de plus aux agriculteurs qui ont besoin d'aide.

En Saskatchewan, la province d'où je viens, il y a beaucoup d'agriculteurs dans le besoin, surtout des producteurs de céréales. Je sais que le député d'en face comprend aussi bien la situation de ce secteur que celle du secteur horticole. Pour les agriculteurs dans le besoin, c'est maintenant, en prévision des semences du printemps, que le 1,3 milliard de dollars prévu par le ministre des Finances devrait être versé.

D'après les coopératives des Prairies, en se fondant seulement sur les conditions du marché, il faudrait au moins un milliard de dollars pour s'assurer que les agriculteurs de l'Ouest aient les moyens d'ensemencer leurs terres et de récolter.

Il y a aussi l'aspect économique, c'est-à-dire la dette massive du secteur agricole, qui s'élève aujourd'hui à 22 milliards de dollars.

J'aurais deux questions à poser au député. Les gens des Prairies ont une dette énorme et un grand besoin d'aide financière. Le député serait-il d'accord pour dire que la somme de 1,3 milliard prévue dans le budget doit être affectée aux semences du printemps pour les producteurs de céréales des Prairies? Croit-il possible que le gouvernement mette en oeuvre un programme spécial à l'intention des agriculteurs qui doivent assumer cette dette de 22 milliards de dollars du secteur agricole?

M. O'Kurley: Monsieur le Président, le député met le doigt sur un problème qui prend beaucoup d'importance dans l'Ouest, surtout dans les circonscriptions des Prairies où l'agriculture est un pilier de l'économie comme il l'est à Elk Island.

Comme le député de Saskatchewan l'a signalé, notre secteur agricole traverse des temps difficiles. Ces problèmes résultent pour une large part de la guerre des subventions que se livrent la Communauté économique européenne et les Américains. Il est en tout cas important que le gouvernement fédéral prenne une part majeure dans la solution de ce grave problème.

Le programme établi par le gouvernement fédéral devait l'inclure, lui, de même que les producteurs et les gouvernements provinciaux. Il a aussi été proposé que toute aide ou programme d'application immédiate, avant l'ensemencement, soit incluse dans la structure envisa-